



Agence internationale de l'énergie atomique

CIRCULAIRE D'INFORMATION

I AEA- INFCIRC/432
23 février 1994

Distr. GENERALE
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMUNIQUE DE PRESSE PUBLIE LE 14 FEVRIER 1994 PAR LE DEPARTEMENT DES AFFAIRES ETRANGERES DES PHILIPPINES

Le texte ci-joint du communiqué de presse publié le 14 février 1994 par le Département des affaires étrangères des Philippines sur la question des inspections de sites nucléaires en République populaire démocratique de Corée est distribué aux Etats Membres à la demande de la mission permanente des Philippines.

COMMUNIQUE DE PRESSE

**M. ROMULO APPELLE A NOUVEAU AU DIALOGUE SUR LA QUESTION
NUCLEAIRE EN REPUBLIQUE POPULAIRE
DEMOCRATIQUE DE COREE (RPDC)**

Le Secrétaire aux affaires étrangères, M. Roberto Romulo, a réitéré aujourd'hui son appel en faveur de la poursuite du dialogue entre la République de Corée, la RPDC et les Etats-Unis au sujet de la question des inspections nucléaires. Au moment même où M. Romulo faisait cette déclaration, on annonçait que le Gouvernement de la RPDC était disposé à examiner la question de l'inspection de sites en RPDC par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). M. Romulo a ajouté que le Gouvernement philippin se félicitait de ce progrès de dernière minute.

Les Philippines avaient déjà engagé auparavant toutes les parties concernées à poursuivre le dialogue. La RPDC s'était jusque-là montrée intransigeante en ce qui concerne les inspections, ce qui avait fait dire que certains pays demanderaient au Conseil de sécurité de l'ONU d'autoriser que des sanctions soient prises contre elle.

Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, dont les Philippines sont membres, se réunira le 21 février 1994 pour examiner la question des inspections.

M. Romulo a rappelé qu'en tant qu'Etat de la région et membre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, les Philippines jugeaient extrêmement préoccupante l'évolution de la situation dans la péninsule coréenne, mais qu'elles espéraient que l'on parviendrait à un règlement juste, pacifique et satisfaisant de la question. Il a exprimé l'espoir que l'on pourrait trouver une solution sans avoir à recourir à des sanctions ni à d'autres mesures coercitives. Il a ajouté que les Philippines continueraient à suivre la situation avec beaucoup d'attention.

Manille, le 14 février 1994